

Le très hon. Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada  
80, rue Wellington  
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

L'hon. Pierre Poilievre  
Chef de l'Opposition officielle  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

M. Yves-François Blanchet  
Chef du Bloc Québécois  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

M. Jagmeet Singh  
Chef du Nouveau Parti démocratique  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Messieurs,

La grève portuaire en Colombie-Britannique en est à son sixième jour.

Les ports de la Colombie-Britannique manutentionnent plus de 800 millions de dollars de marchandises par jour, la majeure partie étant transportée par train. On indique que des marchandises d'une valeur de 19 milliards de dollars flotteraient actuellement au large de la côte Ouest.

Ce sont des marchandises dont les familles canadiennes ont besoin. Elles proviennent du labeur de Canadiens et Canadiennes qui travaillent fort. Chaque jour qui passe, la réputation du Canada en tant que partenaire commercial fiable est minée.

Comme l'ont souligné le monde des affaires, les dirigeants provinciaux, des économistes et d'autres intervenants, les conséquences de cette grève sur les familles et les entreprises canadiennes sont énormes et ne font que s'aggraver. Il faudra des semaines pour régler cet arrêt de travail. Des retards additionnels ne feront qu'intensifier les problèmes.

Nous avons appris que les deux parties, l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU) et la British Columbia Maritime Employers Association (BCMEA), restent très divisées sur des enjeux clés. Elles ont cessé de négocier et se trouvent dans une impasse au sujet des travaux de maintenance et des demandes salariales.

Il faut un leadership politique pour régler ce problème. La population canadienne s'attend à ce que les partis politiques travaillent ensemble – surtout dans un contexte minoritaire – pour que les ports de l'Ouest recommencent à fonctionner. Cela peut nécessiter le rappel du Parlement et une mesure législative sur le retour au travail.

Il existe un récent précédent pour une telle mesure législative, le gouvernement fédéral étant rapidement intervenu lors de la grève au port de Montréal en 2021.

Les chaînes d'approvisionnement ne sont pas plus solides que leur maillon le plus faible. Ce goulot d'étranglement ne peut pas perdurer.

Les chemins de fer du Canada pressent chacun de vous de mettre la partisanerie et les différends politiques de côté dans l'intérêt de l'économie canadienne et de l'ensemble de la population.

Cordialement,



Marc Brazeau  
Président-directeur général  
Association des chemins de fer du Canada